ASSEMBLÉE NATIONALE

20 mars 2025

DE SIMPLIFICATION DE LA VIE ÉCONOMIQUE - (N° 481)

Rejeté

AMENDEMENT

N ° CS1306

présenté par

Mme Olivia Grégoire, M. Travert, Mme Thevenot, M. Bothorel, M. Fugit, M. Frébault et
Mme Le Meur

ARTICLE ADDITIONNEL**APRÈS L'ARTICLE 3 BIS, insérer l'article suivant:**

Le chapitre IV du titre II du livre I^{er} du code des relations entre le public et l'administration est complété par un article L. 124-3 ainsi rédigé :

« *Art. L. 124-3.* – Un décret définit les modalités de création d'un examen de conformité sociale. Cet examen, accessible à toutes les entreprises, permet de vérifier la conformité de leurs pratiques en matière sociale, notamment en ce qui concerne le respect des obligations liées à la sécurité sociale, aux cotisations, aux déclarations sociales, et aux autres règles applicables. Ce décret s'inspire des modalités définies par le décret n° 2021-25 du 13 janvier 2021 relatif à l'examen de conformité fiscale, et les modalités précises sont définies par arrêté ministériel. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Dans le cadre des réformes visant à moderniser la relation entre l'État et les entreprises, et dans la continuité de la loi ESSOC de 2018 qui a instauré le « Droit à l'erreur » et du décret portant création d'un Examen de Conformité Fiscale (ECF), il est proposé de créer un Examen de Conformité Sociale (ECS). Ce dispositif permettrait aux entreprises de soumettre leurs pratiques sociales à un contrôle préventif, réalisé par un prestataire agréé, afin de garantir le respect des obligations en matière de cotisations sociales, de conditions de travail, et de conventions collectives.

L'ECS offrirait aux entreprises une double sécurité : tout d'abord, une certitude quant à leur conformité aux normes sociales ; ensuite, une réduction significative des risques de faire l'objet d'un contrôle ultérieur par l'administration. En effet, une fois l'audit réalisé et les éventuelles anomalies corrigées, les entreprises bénéficieraient d'une diminution des risques de sanction en cas de contrôle administratif, notamment en cas de respect des recommandations de l'auditeur.

Ce mécanisme favoriserait une approche proactive de la conformité, réduisant ainsi les litiges sociaux et renforçant la confiance des entreprises vis-à-vis des autorités publiques. En fin de

compte, il s'agirait d'un levier stratégique pour simplifier les démarches des entreprises tout en assurant une meilleure régulation sociale.